

N° 1158

du
04 SEPT.
2018



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

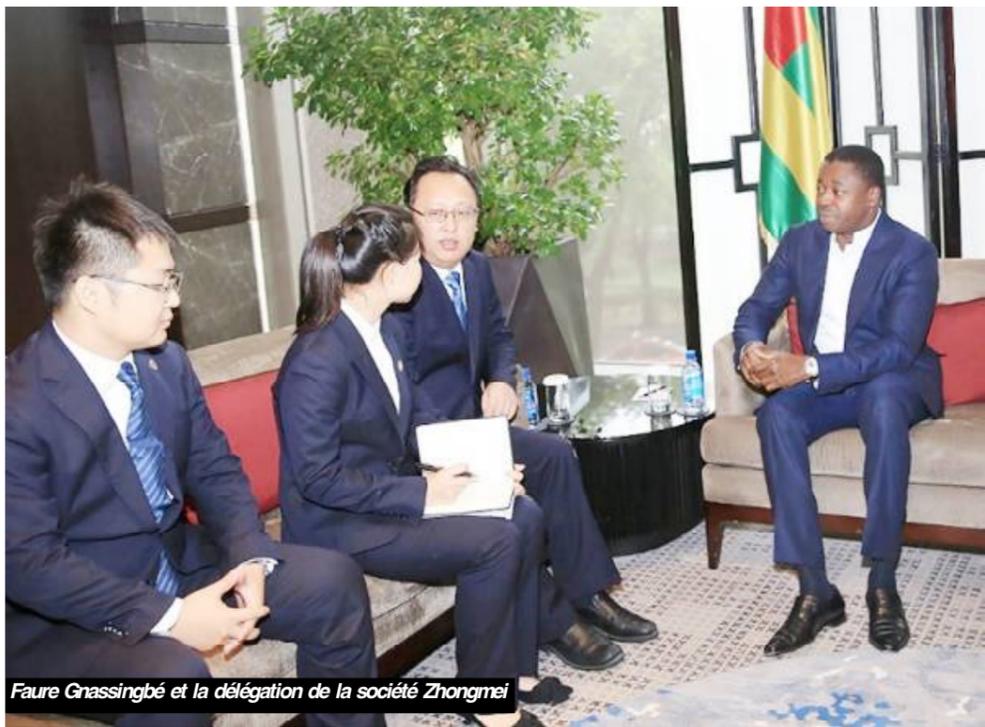
P6 Mise en œuvre du Programme statistique régional 2015-2020

Le Togo réalise l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages

P3 **Discussions bilatérales en Chine**

Les 1^{ers} accords décrochés par Faure Gnassingbé

**Le Plan national de développement, PND, mis en attraction par la délégation togolaise*



Faure Gnassingbé et la délégation de la société Zhongmei

P4 Au nom du Projet d'appui à la gouvernance économique

Le gouvernement lance des recrutements

P4 Renforcement des compétences des salariés du secteur industriel

Le CFMI ouvre à nouveau ses portes

P4 Bonnes performances sur le marché régional

Le Trésor public fait des résultats à plus de 146% aux Obligations du 31 août 2018

P3 Qualité et équité durable dans le système éducatif au Togo

Bientôt la « carte scolaire » pour endiguer la création anarchique des établissements scolaires

AZIMUTS INFOS

Quelle différence entre une chouette et un hibou ?

Chouette et hibou sont tous les deux des rapaces munis de becs crochus et de serres puissantes. Ils se distinguent toutefois par une particularité physique.

La chouette n'est pas la femelle du hibou. Qu'on se le dise?! Chouettes et hiboux appartiennent à la famille des rapaces nocturnes, généralement appelés "Strigidés". Les différences entre les deux ne reposent pas réellement sur des critères scientifiques.

Notez qu'en tant que rapaces, chouettes et hiboux sont, en France, des animaux protégés. Il est interdit de les capturer, de les perturber intentionnellement ou de les tuer.

Les aigrettes du hibou se dressent en cas de stress

Le hibou ne correspond pas à une classification scientifique. Dans le langage courant, on appelle "hibou" la partie des rapaces de la famille des Strigidés qui présente des aigrettes au niveau de la tête. Ces aigrettes ressemblent à des oreilles.

En fait, ce sont de simples touffes de plumes plantées sur leur crâne. Elles n'ont aucune utilité auditive. Elles servent uniquement au hibou à exprimer ses humeurs. Lorsque le hibou est stressé, ses muscles faciaux se contractent et les aigrettes se dressent.

La chouette, un rapace sans aigrettes

Les chouettes, quant à elles, ne présentent pas d'aigrettes.

Vous pensez donc pouvoir maintenant aisément adopter le terme adéquat. N'en soyez pas si sûrs. Car les aigrettes du harfang des neiges, par exemple, sont pour ainsi dire invisibles. De quoi lui valoir une classification populaire dans la catégorie des chouettes. En revanche, pour les spécialistes, il se rapproche du grand-duc, un hibou donc!

Il y a décidément de quoi en perdre son latin. D'autant qu'en anglais, cette distinction entre chouette et hibou n'existe pas : tous sont qualifiés de owl.

Piqûres de moustique : par quoi sont-ils attirés ?

Lorsque les moustiques attaquent, nous ne sommes pas tous égaux face à leur menace : certains se font plus souvent piquer que d'autres. Mais quels sont les facteurs qui influencent les choix des moustiques ?

Chez le moustique, c'est la femelle qui pique. Mais pourquoi se dirige-t-elle vers certaines peaux plutôt que d'autres ? Différentes études se sont intéressées aux paramètres qui rendent une peau plus attractive.

Ainsi, un article paru en 2015 dans Plos One a étudié l'importance des odeurs corporelles, à savoir les molécules volatiles émises par le corps humain que les moustiques pouvaient détecter. Les odeurs corporelles sont liées à la génétique de l'individu. Les chercheurs ont comparé l'attractivité de la peau de jumeaux, monozygotes ou hétérozygotes, et montré que les odeurs corporelles (et donc la génétique) pouvaient expliquer les choix des moustiques. Comme l'odeur joue un rôle, il est possible d'influencer les moustiques avec des déodorants : ainsi, un article paru dans Scientific reports montrait que le déodorant pouvait repousser les moustiques.

Bière et grossesse attirent plus les moustiques

Une étude japonaise de 2002 a montré que la consommation d'alcool, et en particulier de bière, a tendance à attirer les moustiques. Les chercheurs ont montré que les moustiques préféraient les peaux des personnes qui avaient bu 350 mL de bière.

Les femmes enceintes attireraient également plus les moustiques, ce qui fait qu'elles sont particulièrement exposées à des parasites comme le paludisme transmis par les moustiques.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA

Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Institution

Le projet culturel fou de transformation du Palais des Gouverneurs

À l'initiative du projet de réhabilitation du Palais des Gouverneurs, dans un parc de plus de 10 hectares, délaissé à la nature pendant plus de 22 ans, Sonia Lawson prend les commandes du futur centre d'art et de culture de Lomé. Elle s'appuie sur une multitude d'acteurs publics et privés pour mener son projet d'ouverture du patrimoine togolais au grand public. Cet espace culturel, au passé chargé par les différentes vagues du colonialisme, allemand puis franco-britannique, est réhabilité en un lieu d'échange et d'apprentissage. Togo en microcosme, le projet du Palais de Lomé a pour ambition de s'inscrire comme une nouvelle étape dans le circuit de l'art contemporain en Afrique de l'Ouest et fait valoir les points saillants culturels en art contemporain, design et artisanats, innovations culinaires, spectacles et manifestations.



Le contexte. En 10 ans, le marché de l'art contemporain d'Afrique s'est affirmé. L'augmentation de la demande formulée par les collectionneurs européens et américains depuis 2015 facilite cette dynamique. Cet engouement favorise le développement de politiques culturelles nationales et l'investissement de collectionneurs privés en périphérie des événements majeurs. Rarement évoqué dans les médias ou les rapports contemporains sur le marché de l'art en Afrique, le Togo

semble pourtant présenter les signes d'un développement à venir. Reconnaissant le rôle de la culture dans la promotion des objectifs nationaux en termes de développement durable, l'état togolais adopte une position différente de ses voisins de Côte d'Ivoire, du Bénin ou du Ghana, où investisseurs privés endossent ces fonctions de rayonnement culturel.

Cette particularité naît également d'un retour progressif d'une nouvelle génération influente. Formés

majoritairement en Europe ou aux États-Unis, ces nouveaux acteurs de la culture nationale ont fait carrière dans les sphères créatives occidentales (galeries, luxe, mode), pour finalement s'impliquer dans l'enrichissement des structures culturelles au Togo. Malgré une frontière symbolique encore très présente au sein de la population, ils chérissent l'espoir de démocratiser l'accès à la culture et particulièrement l'intérêt pour l'art contemporain. Bénéficiant de l'appui du gouvernement et de connexions fortes au sein de l'élite économique en place, ce réseau d'acteurs participe activement au déploiement d'espaces d'expositions ouverts au plus grand nombre, tout en plébiscitant un éclairage au croisement de l'art traditionnel et des tendances contemporaines. À suivre.

observatoire-art-contemporain.com

Danse/Institut Français du Togo

SANS REPERES DE LA COMPAGNIE TCHETCHE ce 7 septembre

NIKAALA est une plate-forme de valorisation des œuvres artistiques et culturelles féminines. Ce festival de danses initié par l'association SIKOTA de la danseuse Germaine SIKOTA, lauréate visa pour la création 2018, est un cadre de réflexion et d'expression des créations chorégraphiques féminines. Le forum prévu pour cette première édition est intitulé "Danse et Société". Il ouvrira le débat sur "la place de la femme artiste dans nos sociétés : cas des danseuses". L'Institut Français du Togo soutient le festival NIKAALA et accueillera



la seconde soirée de spectacle, avec en guest la Compagnie Tchetché de la Côte d'Ivoire.

À la croisée des danses contemporaines, urbaines et africaines,

"SANS REPERES" met en scène quatre femmes à la musculature athlétique, loin de l'image des danseuses africaines traditionnelles. La pression familiale et patriarcale,

l'injustice sociale et les conflits intergénérationnels y sont dénoncés par des corps qui se vident de leurs souffrances.

Le spectacle "Sans repères" crée en 1999 est l'expression d'une jeunesse africaine en quête d'identité et de valeurs. La mise à jour de ce spectacle est une initiative de l'Institut Français via son programme Afrique et Caraïbes en créations.

7 SEPT./20H00 2000 & 3000
FCFA / SCÈNE DE L'IFT -
LOMÉ SANS REPERES DE LA
COMPAGNIE TCHETCHE

Musique

Eminem de retour sur la scène



Avec ce nouvel Eminem, on retrouve l'artiste tel qu'il était et qu'on l'aime : corrosif, abrasif, technique, drôle et méchant.

Dans la nuit du 31 août, le rappeur de Detroit (Michigan) a publié son dixième album, Kamikaze, sur les plateformes d'écoute en ligne sans prévenir, pratique courante pour la majorité des artistes de hip-hop américain. Son précédent album, Revival, publié plus traditionnellement le 15 décembre 2017, avait été une énorme déception : des featurings prestigieux sur le papier (Beyoncé, Alicia Keys, Ed Sheeran...) à ses côtés mais sans grand intérêt, des productions pop-rock délavées et des samples grossiers.

Pour ces treize nouveaux morceaux, Eminem a corrigé sa copie et n'a pas fait appel aux réalisateurs du précédent - pas de Rick Rubin ou d'Alex Da Kid -, mais il a sollicité des producteurs comme Mike Will Made-it, compositeur du Humble, de Kendrick Lamar,

lladaproducer (Chief Kief, Fat Joe) ou bien encore deux jeunes beat-makers qui ont travaillé sur le dernier album de Drake, Scorpion.

Même ses invités ne sont plus du même acabit. A part son fidèle ami, Royce Da 5'9", qui avait travaillé avec lui sur le film 8 mile (2002), de Curtis Hanson, Eminem a fait appel à la jeune génération et à des artistes moins connus : le remarquable Lucas Joyner, sur le décapant Lucky You, et la chanteuse canadienne Jessie

Reyez, sur le diptyque Nice Guy/ Good Guy. Pour donner le ton de son disque, le rappeur détourne la pochette du classique des Beastie Boys, groupe punk-rap new-yorkais, Licensed to Ill.

Sur les trois premiers morceaux, The Finger, Greatest et Lucky You, ses raps d'une technicité et d'une intensité rares sont non seulement une ode à l'art de rimer, mais aussi une réponse cinglante à tous ceux qui ont pu critiquer son Revival (critiques

musicaux, fans ou concurrents...).

Sur The Finger, il explique ne pas comprendre ces critiques en pleine gloire du mumble rap, un genre dont les représentants Lil Yatchy, Lil Pump ou Lil Xan marmorisent souvent des textes incompréhensibles. Ces derniers se font d'ailleurs tailler en pièces dans ce morceau où à l'inverse, il encense Kendrick Lamar, J. Cole et Big Sean. Seuls ces rappeurs ont grâce à ses yeux, les autres "MCs" sont irrécupérables.

Le Monde

Discussions bilatérales en Chine

Les 1^{ers} accords décrochés par Faure Gnassingbé

*Le Plan national de développement, PND, mis en attraction par la délégation togolaise

Late Pater

Le président togolais Faure Gnassingbé fait partie des nombreux chefs d'Etats africains présents à Pékin, les 3 et 4 septembre 2018, dans le cadre du 3^{ème} Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC 2018), depuis 2000. Autour du thème «Communauté de destin et partenariat mutuellement avantageux». Arrivé la veille pour entamer, en parallèle, une visite de promotion et d'attraction des investisseurs et opérateurs économiques chinois sur le Plan national de développement (PND, 2018-2022), le N°1 togolais, qui conduit une forte délégation, a déjà entamé les premières discussions bilatérales. Aussi a-t-il reglé le PDG de la société Zhongmei, Zhang Mingfeng, qui a mis en place le centre pilote agricole de Zanguéra, à 35 km au nord-ouest de Lomé, permettant de moderniser l'agriculture togolaise en identifiant des cultures nouvelles et des méthodes de production agricole. Zhongmei souhaite se diversifier dans le domaine des infrastructures et a réitéré, à l'occasion, son souhait d'accompagner le PND à travers la création d'un parc agro-industriel intégré à Akodesséwa dans la préfecture de Vo. Ce parc permettra notamment d'accompagner la stratégie de transformation agricole que le Togo prône pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et faire de l'agriculture, un vrai levier de développement. «Cette audience a été principalement consacrée à un projet de construction d'un parc industriel au Togo. Actuellement nous avons un projet pilote de promotion de techniques agricoles, un projet conduit par le gouvernement chinois sur une dizaine d'hectares. Nous allons donc mettre à l'échelle nationale les résultats de ces techniques à travers la construction d'un parc industriel intégré qui abritera plusieurs types d'activités notamment la production de riz, de maïs, de légumes, l'élevage, l'aquaculture et le tourisme. Ce parc va offrir beaucoup d'emplois aux Togolais», a précisé M. Zhang Mingfeng. «Au cours des échanges, le chef de l'Etat a exprimé le souhait que la société Zhongmei puisse nouer des partenariats avec les Instituts de formation pour l'agro-développement (IFAD), spécialisés en aquaculture et élevage, pour contribuer à la formation des paysans et au développement des filières porteuses comme le manioc», rapporte le compte-rendu officiel.



Faure Gnassingbé et la délégation de la société Zhongmei

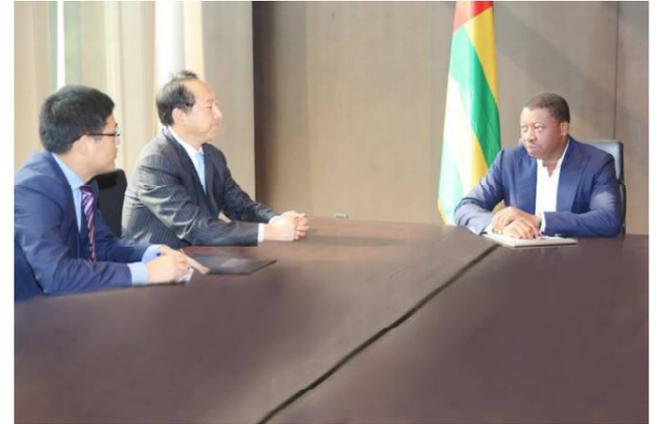
Le Togo est en train de mettre en œuvre une initiative présidentielle autour de la production et la transformation du manioc.

Au centre pilote agricole de Zanguéra, on démontre les technologies agricoles et on recherche des semences de bonne qualité. Les semences sont ramenées de la Chine et, en cas de bons résultats, données à l'Institut togolais de recherche

agronomique (ITRA) ou au ministère de l'Agriculture. On forme aussi des paysans togolais sur les meilleures techniques agricoles pour un bon rendement.

Le deuxième résultat positif du début de séjour chinois de Faure Gnassingbé a été la promesse arrachée au président chargé des affaires internationales de la société Tiesiju Civil Engineering Group, Shao Gang, d'envoyer à brève

échéance une mission au Togo afin d'étudier la faisabilité et de rendre concrète cette collaboration naissante. Ici, les échanges visaient à présenter les projets des travaux publics comme la réalisation du corridor logistique Lomé-Ouagadougou (routes, chemin de fer, port sec, plateforme logistique...), à discuter des modalités pratiques des futurs investissements de la société conformément à la volonté du Togo de s'appuyer sur les partenariats publics-privés pour mobiliser les ressources au profit du PND. «La Chine et le Togo entretiennent des relations de coopération très avancées. La Tiesiju Civil Engineering Group est donc disponible à partager ses expériences avec le Togo dans les domaines des infrastructures et des finances. Avec Monsieur le Président de la République, nous avons parlé du projet de construction du chemin de fer



Shao Gang et Faure Gnassingbé en discussions

depuis Lomé jusqu'à la frontière burkinabè», a-t-il fait savoir. Sans oublier des projets de construction de logements sociaux. Tiesiju Civil Engineering Group compte plus de 23.000 ingénieurs et techniciens avec un chiffre d'affaires de 12 milliards de dollars en 2017. Elle est spécialisée dans la construction des infrastructures (chemin de fer, port, aéroport, routes) et dans les travaux urbains et électromécaniques, avec plus

de 40 ans d'expériences.

A la fin du FOCAC 2018, les deux documents phares qui seront adoptés sont le Plan d'action de Beijing et la Déclaration de Beijing. La délégation togolaise réaffirme la nécessité de bien articuler le projet chinois «la Ceinture et la Route» avec les initiatives nationales, régionales, sous-régionales comme l'agenda 2023 de l'Afrique et le Plan national de développement.

Qualité et équité durable dans le système éducatif au Togo

Bientôt la «carte scolaire» pour endiguer la création anarchique des établissements scolaires

Late Pater

Le processus a été lancé le 23 août 2018. Dans le cadre de la maîtrise et de la planification de la création des établissements scolaires, le Togo disposera bientôt d'une «carte scolaire» qui lui permettra de connaître et d'anticiper la demande éducative, d'endiguer définitivement la création anarchique des établissements communautaires en vue de garantir la qualité et l'équité durable dans le système éducatif. Il y a des établissements créés par des communautés qui ne respectent pas des normes, rappelle bien le Chef division carte scolaire et statistique à la Direction de la planification, de l'éducation et de l'évaluation, Tsali

Kossi. La «carte scolaire» est un outil de planification au niveau local et national dont la finalité est la programmation à court et moyen termes des besoins futurs en matière d'éducation, notamment en personnel enseignant, en infrastructures et en équipements scolaires, précise le ministre des enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle. De quoi réorganiser le réseau scolaire. Et pour le ministre Komi Paalamwé Tchakpélé, sa mise en place va contribuer à «renforcer le dispositif de pilotage de notre système éducatif afin de surmonter les défaillances et les dysfonctionnements importants qu'il connaît encore aujourd'hui». Parmi ces

incontrôlée d'établissements scolaires par les communautés et, corrélativement, la détérioration de la qualité de l'enseignement et des conditions d'équité.

Le processus de mise en place de la «carte scolaire» s'étalera sur une période de deux ans et comprendra la réalisation de l'étude diagnostique, la réalisation d'une étude pilote et la généralisation de la méthodologie de la «carte scolaire» à l'ensemble du territoire national. En attendant, c'est une sensibilisation qui est entamée à l'endroit des décideurs et des partenaires tant au niveau central que local du système éducatif, pour avoir leur adhésion afin d'aboutir à l'élaboration d'une carte scolaire prospective et consensuelle, permettant d'optimi-

ser les ressources disponibles et de garantir ainsi les conditions d'une scolarisation primaire universelle. Déjà, au nom de tous les partenaires, la représentation résidente de l'UNICEF au Togo rassure le gouvernement togolais de leur adhésion et disponibilité à accompagner cette initiative qui demeure «un moyen très efficace et efficace pour l'équité et la qualité des apprentissages». Tout en faisant remarquer que le sexe, les conflits, les handicaps, le statut socio-économique, etc. constituent autant d'obstacles qui empêchent certains enfants d'atteindre leur plein potentiel.

L'enseignement privé contribue efficacement à la scolarisation d'un nombre important d'élèves et, dès

lors, permet de relever le défi de la scolarisation au Togo. Toutefois, face aux dérapages constatés ces dernières années au niveau de cet ordre d'enseignement (création anarchique d'établissements au mépris des dispositions réglementaires en vigueur, non-respect des règles et procédures relatives aux infrastructures, aux équipements et au recrutement du personnel enseignant et administratif), le ministre de tutelle avait, le 30 septembre 2014, pris un arrêté pour fixer les conditions de création, d'ouverture et de fonctionnement des établissements scolaires privés laïcs et confessionnels en vue d'actualiser et renforcer le contrôle desdits établissements.

Vu du Togo comme porte d'entrée dans l'Europe

La Chambre de commerce veut initier le partenariat économique avec le Portugal

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) prévoit la tenue, le vendredi 7 septembre prochain, d'une journée dite "OPEN DAY Portugal" à l'endroit des opérateurs économiques dans le but de promouvoir le Portugal comme "porte d'entrée de l'Europe" avec ses opportunités et produits dans les secteurs suivants : Agro-alimentaire, Textile, Matériaux de Cons-



Germain Méba, Président de la CCIT

truction, Immobilier et Etudes Supérieures. De par sa position géographique dans la péninsule ibérique (entre l'Afrique et l'Espace économique européen), son climat adouci (235 jours de soleil par an), la politique de son gouvernement de récompenser les investisseurs (5 ans de permis de résidence), et de sa proximité du continent africain et particulièrement du Togo (par 5h30

de vol, quatre (4) fois par semaine), la Chambre de commerce du Togo estime que le Portugal, pays de découvertes, présente des opportunités à ne pas négliger.

OPEN DAY Portugal vise donc à promouvoir le Portugal comme porte d'entrée de l'Europe avec ses opportunités et produits dans les secteurs de l'agro-alimentaire, les textiles, les matériaux

de construction, l'immobilier et les études supérieures. La manifestation cible les opérateurs économiques dans ces secteurs et toutes personnes intéressées par le Portugal. Il est prévu, à cette occasion, un séminaire sur les opportunités au Portugal, des rencontres B2B avec les partenaires portugais et la dégustation des produits Made in Portugal.

Au nom du Projet d'appui à la gouvernance économique Le gouvernement lance des recrutements

Late Pater

Le Togo a conçu un Projet d'appui à la gouvernance économique (PAGE). L'objectif concret est d'améliorer la transparence dans la gestion des finances publiques, renforcer la performance des entreprises publiques, décentraliser la délivrance des services publics afin d'impliquer les citoyens dans le processus de prise de décisions, le renforcement de l'engagement citoyen dans le suivi de l'exécution budgétaire et dans les secteurs clés, la réduction de la corruption à travers des institutions publiques de surveillance efficaces et capables de remplir leur mandat. Le PAGE est entré en vigueur en avril 2018 et sera exécuté sur une période de cinq ans.

Pour financer le démarrage du projet, le gouvernement a reçu une avance du fonds de l'Association internationale de développement (IDA) et de l'Union européenne (UE). Sur une partie du don de l'IDA et de l'UE d'un montant de 20 millions de dollars, il se propose de régler les prestations intellectuelles, fournitures, travaux et services non consultants à acquérir. Il s'agit du recrutement d'une agence de la vérification des indicateurs déclencheurs des décaissements de l'Office togolais des recettes (OTR) ; recrutement d'un consultant international pour la finalisation du manuel de procédures pour la sélection, la hiérarchisation et la programmation des projets d'investissement publics ; recrutement d'un consultant pour la formation à l'élaboration et à la gestion des contrats particuliers aux termes d'accords-cadres et des contrats pluriannuels ; recrutement d'un consultant chargé de réaliser une évaluation des capacités, d'identifier les besoins en formation et d'élaborer un schéma de professionnalisation de la fonction de gestion des marchés publics ; recrutement d'un consultant international et d'un consultant national chargé de former le personnel sur l'élaboration de la cartographie basée sur le risque et d'accompagner

l'Inspection générale des finances dans la réalisation des missions basées dans cinq ministères clés ; recrutement d'un consultant pour un appui à l'élaboration du plan stratégique de la Cour des comptes du Togo ; et sélection d'un cabinet pour l'audit externe du projet.

Les soumissionnaires potentiels éligibles et souhaitant figurer sur la liste des destinataires d'avis de présélection/d'appel d'offres dans le cadre des procédures d'appel à la concurrence internationale sont attendus (sans délai). L'avis est officialisé le 23 août 2018.

Le projet est structuré en 4 composantes. *Composante 1, Planification et exécution des investissements publics* : elle vise à améliorer l'efficacité de la gestion des investissements publics au Togo en vue d'appuyer la réalisation des objectifs ambitieux du Plan national de développement 2018-2022 et de la Vision Togo 2030. A travers une collaboration étroite entre le ministère de la Planification du développement et celui de l'Economie et des finances d'une part, et, d'autre part, avec les ministères clés (Education, Santé, Agriculture et Infrastructures), cette composante va aider à renforcer la coordination interministérielle et les méthodologies d'évaluation nécessaires pour améliorer l'alignement entre la planification des investissements publics et les prévisions de recettes ; améliorer la qualité de la préparation technique et non-technique et donc la maturité des projets prioritaires d'investissements publics ; et renforcer les mécanismes de gestion, suivi et évaluation des investissements publics au niveau sectoriel et à l'échelle de l'Etat. Les objectifs visés seront atteints à travers trois sous-composantes : renforcer la planification des investissements publics y compris les partenaires publics-privés ; assurer la sélection et la budgétisation d'investissements publics de haute qualité ; et améliorer la mise en œuvre des projets d'investissements.

Composante 2, Assistance technique et financement basé sur les

résultats (RBF) pour la mobilisation de ressources intérieures : elle vise à appuyer la mobilisation des ressources intérieures à travers le renforcement de la politique fiscale et sa mise en œuvre. Le gouvernement s'emploie à améliorer la performance de l'Office togolais des recettes et à faire le toilettage du code fiscal. La composante combine une assistance technique à l'unité de politique fiscale et un appui à l'administration fiscale pour lequel les décaissements se feront sur la base du financement basé sur les résultats, liant ainsi les décaissements à la réalisation des indicateurs de performance établis.

Composante 3, Engagement citoyen et redevabilité publique dans les processus budgétaires et dans les secteurs prioritaires : elle vise à renforcer la responsabilité publique et l'engagement citoyen au Togo par le renforcement des mécanismes de redevabilité et la participation citoyenne dans les processus de préparation et d'exécution budgétaire, et le retour des citoyens par rapport à la qualité et l'accessibilité des services publics dans les trois sous-secteurs prioritaires (santé maternelle et infantile, éducation primaire et adduction d'eau en milieu urbain). De manière spécifique, la composante va renforcer les capacités d'audit de l'Inspection générale des finances ; de la Cour des comptes et la capacité de supervision budgétaire de la Commission des finances et du développement économique de l'Assemblée nationale ; et l'introduction de plateformes et mécanismes à travers lesquels la société civile et les groupements citoyens peuvent s'engager dans le dialogue avec l'Etat sur les priorités budgétaires, l'exécution budgétaire, et apporter leur ressenti par rapport à la qualité et l'accessibilité des services publics dans des secteurs cibles.

Composante 4, Appui à la mise en œuvre. Son objectif est d'assurer la mise en œuvre des activités du projet et la coordination efficace et efficiente durant la mise en œuvre du projet.

Bonnes performances sur le marché régional

Le Trésor public fait des résultats à plus de 146% aux Obligations du 31 août 2018

Jean AFOLABI

L'agence UMOA-Titres (AUT), en collaboration avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), a organisé le vendredi 31 août 2018 dernier, à la demande de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique du Togo, l'émission d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) à trois (3) ans pour un de 20 milliards de francs Cfa. « Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Togo en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette », pointe l'agence UMOA-Titre.

L'adjudication ouverte le vendredi 31 août 2018, suivant un système d'enchères à prix multiples, pour une date de valeur le lundi 03 septembre 2018, a enregistré un taux de couverture de 146,59%. Ce qui se traduit par un montant global de soumissions de 29, 318 milliards. L'agence a retenu 21,218 milliards pour le Trésor public du Togo, soit un taux d'absorption de 72,37%. Le prix marginal s'est situé à 96,50000% ; tandis que le prix

moyen pondéré et le rendement moyen pondéré (RMP) ont été fixés à 96,5632% et 7,5666% respectivement. La date d'échéance est donc fixée au 03 septembre 2021.

En tout, vingt-cinq (25) soumissions ont été enregistrées. Elles proviennent du Bénin pour 2,158 milliards, du Burkina Faso pour 2,000 milliards, de la Côte d'Ivoire pour 0,400 milliard, de la Guinée-Bissau pour 2,000 milliards, ainsi que pour le Mali, du Sénégal pour 0,660 milliard, et du Togo pour un montant de 12,000 milliards.

Suivant la publication du calendrier des émissions de titres publics dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), intervenue le vendredi 6 juillet dernier par l'Agence UMOA-Titres, il en ressort que le volume global prévisionnel des émissions, attendu pour le troisième trimestre de l'année en cours, s'élève à **916 milliards de FCFA**, qu'il est prévu de lever par voie d'adjudication. Ce programme est réparti comme suit : 438 milliards de Bons du Trésor ; et 478 milliards d'Obligations du Trésor.

Sur ce volume, le Trésor public

du Togo envisage de lever un total de 130 milliards, dont 110 milliards en Obligations assimilables de Trésor (OAT). Dans les détails, Bons de Trésor de 20 milliards intervient seulement le 28 septembre pour une maturité d'un an. Les Obligations sont prévues comme il suit : 50 milliards le 20 juillet pour des maturités de 3 ans et 5 ans ; 20 milliards le 17 août sur 3 ans ; et 20 milliards le 31 août sur 5 ans. En septembre, le Trésor public intervient seulement une fois, à savoir le 14 pour des Obligations de 20 milliards sur une période de 3 ans.

Sur l'ensemble de l'Union, ce sont les Trésors publics du Niger, du Bénin et du Burkina Faso qui arrivent en tête avec des prévisions respectives de 215 milliards (dont des OAT de 127,5 milliards), 200 milliards (dont des BAT de 102 milliards) et de 175 milliards (dont des OAT de 100 milliards). La Côte d'Ivoire prévoit de lever uniquement des BAT de 95 milliards, le Mali 90 milliards (dont des BAT de 50 milliards) et la petite Guinée-Bissau des Bons de 5 milliards et des Obligations de 6 milliards.

Renforcement des compétences des salariés du secteur industriel Le CFMI ouvre à nouveau ses portes

Jusqu'au 21 septembre prochain, le Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI) ouvre ses portes aux inscriptions à un concours dont la date est fixée au jeudi 27 septembre 2018, dans les filières mécanique-diesel, engin de chantier, poids lourd, groupe électrogène, chaudronnerie-soudure, tuyauterie industrielle, mécanique d'entretien industriel, électronique, climatisation et froid industriel. Le CFMI, pour rappel, est un centre d'excellence de formation professionnelle ayant un rayon sous régional et international. Il possède une plate-forme technique et technologique de plus de six mille (6000) mètres carrés, dans zone portuaire.

Le CFMI a pour missions de renforcer les compétences des salariés du secteur industriel à travers des formations continues (inter et intra entreprises) ; apporter aux entreprises et acteurs du secteur industriel un appui-conseil et un accompagnement à travers une analyse des besoins spécifiques à chaque organisation (ingénierie de formation-élaboration et mise en œuvre de plans de formation) ; mettre à disposition des entreprises une main d'œuvre qualifiée et directement opérationnelle issue



des Formations Initiales proposées par le CFMI. Ses modules de formation sont conçus suivant une approche par compétence et sont animés par des formateurs internes disposant de quinze (15) à trente (30) ans d'expériences en entreprises et formés tous à la pédagogie. Et prennent en compte tous les besoins exprimés par les entreprises.

Dans la mise en œuvre concrète du Projet de modernisation de la formation professionnelle, en Partenariat avec le secteur privé (PMFP-PSP), l'Agence française de développement (AFD) accompagne le ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle depuis 2013, à travers un financement de 3,935 milliards de francs Cfa. Ce projet auquel l'Etat togolais contri-

bue à hauteur de 1,3 milliard de francs vise à mettre en place un dispositif moderne de formation professionnelle, plus réactif et adapté aux besoins des entreprises, impliquant les acteurs publics et privés, et capable de s'adapter aux mutations de l'environnement économique et technologique. Dans ce cadre, il est prévu la création d'un Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI). Afin de garantir l'implication des entreprises dans la gestion du centre et l'adaptation des formations à leurs besoins, l'Etat, via le ministère de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'industrie (METFPI), a officiellement délégué la gestion du Centre, à l'Association pour la formation aux métiers de l'industrie (AFMI) créée le 12 septembre 2013.

Afrique/Santé

Les bailleurs vont accompagner le privé

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la grande majorité des pays du continent africain consacrent entre 5 et 10% de leur Produit Intérieur Brut (PIB) à la santé, malgré l'engagement des dirigeants à porter ce taux à au moins 15%. La conséquence de cette situation préoccupante est que l'Afrique compte en moyenne 9 lits pour 10 000 habitants, contre environ 27 dans le monde. L'offre publique de soins étant donc insuffisante en Afrique, les établis-

sements privés de santé se multiplient dans l'optique de répondre convenablement aux sollicitations des patients et de rentabiliser les investissements mobilisés. Dans cet ordre, ils ciblent les secteurs les plus rémunérateurs tels l'ophtalmologie, l'orthopédie, la cancérologie, l'obstétrique et l'imagerie médicale.

En effet, en 2013, l'Afrique a enregistré un grand essor des cliniques privées. Au Maghreb, on en compte 120 en Tunisie et près de

150 au Maroc, deux pays qui ont l'avantage d'offrir des soins de qualité pour un coût de 50% inférieur à une prise en charge en Europe. Ici, la tendance est soutenue par l'émergence d'une classe moyenne moderne et l'essor des pathologies non transmissibles comme le cancer, ainsi que le vieillissement de la population et l'aspiration à une meilleure prise en charge sanitaire. Avec près de 13 millions d'euros de chiffres d'affaires

(suite à la page 7)

FOOTBALL/FIFA - THE BEST 2018

Un africain parmi les 3 finalistes

Quelques jours après la fin du Mondial 2018, la FIFA proposait une liste de 10 noms pour le titre de meilleur joueur FIFA The Best 2018 (pour la période comprise entre le 3 juillet 2017 et le 15 juillet 2018). Place désormais aux trois finalistes qui vont se disputer le titre de meilleur joueur qui sera remis le 24 septembre prochain.

Hervé A.

Après avoir annoncé la liste des 10 finalistes le 24 juillet dernier, la FIFA dévoile lundi la liste des trois finalistes. Pour rappel, les principaux membres de la communauté du football (les journalistes, les supporters, les sélectionneurs et capitaines d'équipes nationales) ont voté pour élire le grand vainqueur (Ndlr : le vote s'est achevé le 10 août 2018 à minuit).

A la surprise générale, il n'y a aucun champion du monde tricolore dans la short list proposée par la FIFA puisque Cristiano Ronaldo (Real Madrid, Portugal), Luka Modric (Croatie, Real Madrid) et Mohamed Salah (Liverpool, Egypte) ont été nommés.

"Ce prix récompense le meilleur joueur, quel que soit le championnat où il évolue ou sa nationalité, pour ses accomplissements entre le



3 juillet 2017 et le 15 juillet 2018 (inclus). Il est attribué selon les performances sur le terrain et le comportement général, que ce soit sur le terrain ou en dehors", avait expliqué la FIFA.

Mohamed Salah est le troisième joueur africain à figurer dans le Top 3 final des footballeurs nommés pour le ballon d'or. Le Libérien George Weah a été le premier africain à décrocher le ballon d'or en 1995.

En 1996, il a occupé la deuxième place. Quant au Camerounais Samuel Eto'o, il est arrivé troisième en 2005 à un moment où la distinction était connue sous l'appellation Joueur FIFA de l'année.

Thomas Bach hostile à la violence

Thomas Bach persiste et signe. Présent à Jakarta pour la fin des Jeux Asiatiques 2018, le président du CIO a répété son hostilité à l'idée d'intégrer des jeux électroniques "violents" dans l'univers olympique. "Les jeux où il est question de tuer un ennemi n'ont rien à faire aux Jeux olympiques, ils sont contraires à nos valeurs", a martelé Thomas Bach.

L'an passé, le dirigeant allemand avait déjà tenu des propos similaires à propos de l'ambition de l'eSport d'intégrer un jour prochain le programme des Jeux. A la remarque d'un journaliste d'AP sur la nature belliciste des sports de combat, dont l'escrime, où il a été médaillé olympique, le président du CIO a répondu : Bien sûr, tous les sports de combat ont une comme origine un affrontement réel entre des individus.

Mais le sport en est une expression civilisée. Un jeu électronique où il est question de tuer quelqu'un ne peut pas coller avec les valeurs de l'olympisme. Aux Jeux Asiatiques 2018 en Indonésie, 6 jeux électroniques ont été intégrés au programme en qualité de sports de démonstration. Le dernier d'entre eux, PES 2018, a été remporté par le Japon.

Yaya Touré rebondit à l'Olympiacos !

Yaya Touré a tourné une page cet été. Après huit années de bons et loyaux services, l'Ivoirien est arrivé au bout de son aventure à Manchester City, club qu'il avait rejoint en 2010. Là-bas, l'ancien joueur du FC Barcelone est devenu un cadre lui qui a notamment remporté le titre en Premier League en 2012, 2014 et 2018. Même si ses relations n'ont pas toujours été très bonnes avec Pep Guardiola, le natif de Bouaké est allé au bout de son contrat avec les Citizens. A 35 ans, le milieu de terrain n'avait pas pour autant l'intention de raccrocher les crampons.

Son représentant, Dimitry Seluk, avait confié à son sujet. "Au moment où d'énormes sommes sont dépensées en Angleterre, je déclare officiellement que Yaya est prêt à être engagé en tant que joueur libre dans n'importe quel club anglais du top six avec un salaire de 1£ par semaine, mais avec un système de bonus basé sur certains objectifs". Et si cela n'a pas trop bougé durant le mercato, cela s'est accéléré. Son représentant a indiqué sur Twitter le 28 août. "Yaya Touré a passé une visite médicale à Londres. Yaya est proche de signer un nouveau contrat".

Ce dernier a précisé qu'il ne s'agissait pas de West Ham. Et c'est finalement à l'Olympiacos que Yaya Touré a décidé de poursuivre sa carrière. La trentaine bien entamée, Yaya Touré n'a pas dit son dernier mot lui qui va donc retrouver un club au sein duquel il a joué en 2005-06 juste avant de rejoindre l'AS Monaco. Il a d'ailleurs été accueilli comme une rock star à son arrivée au Pirée.

CAN U17

Le Bénin disqualifié pour avoir triché sur l'âge de ses joueurs

Prenant part au tournoi U17 de la Zone UFOA B à Niamey au Niger, 10 joueurs de l'effectif des Écureuils cadets du Bénin ont été épinglés pour tricherie sur l'âge. Ce qui entraîne d'office la disqualification du Bénin du tournoi.

Les Écureuils cadets ne disputent plus le tournoi qualificatif organisé dans le cadre de la phase finale de la CAN de leur catégorie. Ils ont été disqualifiés pour tricherie mas-

sive sur l'âge. C'est l'information issue du rapport des tests de l'Irm (Imagerie à résonance magnétique) faits aux joueurs de toutes les sélections et rendu public dimanche 2 septembre 2018, par la Commission d'organisation de la Can U17.

Présents à Niamey depuis le vendredi 31 août, les Écureuils ont subi l'Irm conformément à la note circulaire de la CAF qui a attiré l'attention des fédérations sur l'obligation

de tester à tous les joueurs pour les éliminatoires de la CAN U17 Tanzanie 2019.

Al'annonce des résultats, 10 des 18 joueurs présentés par le Bénin sont épinglés parmi les joueurs ayant dépassé la tranche d'âge concernée (-17ans) retenue pour ledit tournoi. Ainsi, le Bénin se retrouve donc avec seulement 8 joueurs pour participer au tournoi, synonyme d'une disqualification pure et simple.

Outre le Bénin, 3 autres pays testés à l'Irm ont au moins un de leur joueur dans le cas, sauf le Ghana qui a présenté 100% de joueurs réellement âgés de moins de 17ans. Il s'agit du Nigeria où, ils sont deux à être épinglés. Même nombre pour la Côte d'Ivoire. Le Niger lui n'a eu qu'un seul joueur qui ne soit pas en règle. Mais pour ce qui est du PCCA (un test cardio), le Burkina Faso et le Togo ont chacun un joueur dans le cas.

CAMEROUN

Trois mois de sursis pour le comité de normalisation

La Fédération internationale de Football Association (FIFA) vient de proroger le bail du comité de normalisation de la Fédération camerounaise de football (FECAFOOT). Une extension de 3 mois, soit du 1er septembre au 16 décembre 2018.

Le Bureau du Conseil de la FIFA a pris la décision le 31 août 2018 d'accorder 107 jours supplémentaires au Comité de normalisation de la Fédération camerounaise de football pour qu'il accomplisse toutes les tâches de son mandat.

"Malgré les progrès réalisés jusqu'ici par le Comité, le Bureau du Conseil de la FIFA note que certaines tâches importantes n'ont pas encore été complètement achevées, en particulier l'adoption des statuts tels que révisés par la FIFA et l'organisation des élections d'un comité exécutif", souligne le communiqué signé le 31 août dernier de Fatma Samoura, la Secrétaire Générale de la FIFA. L'instance faitière mondiale



du football a décidé de rallonger le bail de Me Dieudonné Hapi et de ses quatre collaborateurs jusqu'au 16 décembre prochain.

Les raisons de cette prorogation, il faut les trouver à deux niveaux. D'abord, dans la modification le 11 juillet dernier par le parlement de la loi sur le sport, ensuite promulguée par le Président de la République du Cameroun. Ce préalable avait obligé la FECAFOOT de surseoir un tant soit peu à son calendrier du

processus électoral qui devait aboutir à l'élection du bureau exécutif le 17 août dernier. "Cette nouvelle loi a constitué une étape importante vers l'adoption de nouveaux statuts par la FECAFOOT dans la mesure où la législation précédemment en vigueur empêchait la fédération de respecter ses obligations envers la FIFA en matière d'arbitrage", exprime la FIFA.

La deuxième raison qui amène la FIFA à proroger le mandat du

Comité de normalisation tire sa source du contexte politique dans le pays. "La période pressentie pour la procédure électorale de la Fécafoot coïncide avec celle couvrant les opérations de l'élection présidentielle", a expliqué le ministre camerounais des Sports et de l'éducation physique dans une lettre envoyée à la FIFA le 28 août 2018. Pour Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt, un report du processus électoral à la FECAFOOT permettrait "d'éviter des interférences imprévisibles qui pourraient être préjudiciables à l'organisation efficiente de ces deux échéances".

En rappel c'est le 23 août 2017 qu'un Comité de normalisation avait été placé à la tête de la Fédération camerounaise de football. Avec comme mission d'élaborer des nouveaux statuts, de réviser les statuts des ligues départementales et régionales, de gérer les affaires courantes et d'organiser les élections d'un nouveau comité exécutif.

Jean-Kevin Augustin a refusé les Bleuets

Stupeur chez les Espoirs. Alors que le sélectionneur Sylvain Ripoll avait convoqué Jean-Kevin Augustin pour les deux matches face à la Bulgarie et le Luxembourg, l'attaquant de Leipzig a fait savoir qu'il n'honorera pas sa convocation.

Alors qu'il signe un bon début de saison avec le RB Leipzig (2 buts en autant de matches de Bundesliga, Jean-Kevin Augustin était attendu ce lundi au rassemblement des Espoirs afin de préparer les matches contre la Bulgarie et le Luxembourg (éliminatoires pour l'Euro Espoirs). Mais selon plusieurs médias, l'ancien attaquant du Paris Saint-Germain a décidé de ne pas honorer sa convocation. Une décision confirmée cet après-midi par le sélectionneur Sylvain Ripoll. Un choix qui interpelle puisque l'intéressé n'aurait pas donné d'excuse jugée valable par le staff des Bleuets.

"Jean-Kevin m'a fait part de sa décision de ne pas honorer ce rendez-vous. J'en prends acte et j'en tirerai les conséquences sportives, ce ne sont pas des excuses recevables. Ça ne correspond pas à l'esprit que je souhaite donner à cette sélection-là. (...) Ce qu'il m'a dit précisément, par message hier, je ne vais pas le divulguer là, il s'est passé ce qui s'est passé et vous le savez, je vous dis juste qu'il a décidé de ne pas honorer la sélection", a-t-il déclaré en conférence de presse dans des propos relayés par L'Equipe.

Mise en œuvre du Programme statistique régional 2015-2020

Le Togo réalise l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages

Late Pater

Appuyé financièrement par la Banque mondiale, et en collaboration avec l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) entre dans la phase concrète de la réalisation de l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM). L'opération s'insère dans la mise en œuvre du Programme statistique régional (PSR, 2015-2020) et, plus particulièrement, du Programme d'harmonisation et de modernisation des enquêtes sur les conditions de vie des ménages dans les Etats membres de l'UEMOA. L'EHCVM vise à obtenir des informations relatives aux caractéristiques sociodémographiques des membres du ménage, à l'éducation et à la santé ; à l'état d'activité des membres du ménage ainsi que de leurs emplois (principal et secondaire), leurs revenus hors emploi ; à l'épargne et au crédit au sein du ménage ; à la consommation alimentaire et non alimentaire ainsi que l'état de l'insécurité alimentaire ; aux entreprises non agricoles appartenant au ménage ; aux caractéristiques du logement, biens durables ; aux transferts monétaires reçus et envoyés par les membres du ménage ; aux principaux chocs qui ont touché le ménage au cours des douze derniers mois, à l'évaluation des programmes sociaux existant dans le pays ; à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche ; à la pauvreté subjective. « Elle permettra également de recueillir les caractéristiques générales des localités des ména-



Koame Kouassi, directeur général de l'INSEED, au micro

ges ; d'aborder l'existence, la fonctionnalité et l'accessibilité des services sociaux de base dans la localité ; d'évaluer l'implication des membres de la communauté dans les projets mis en œuvre dans la localité», ajoute une note de l'INSEED. On parle d'un objectif général de suivi et d'évaluation de la pauvreté et des conditions de vie des ménages.

Au Togo, une campagne de sensibilisation a été menée. La collecte de données relatives à la première vague de l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages sera réalisée entre août et décembre 2018 sur toute l'étendue du territoire national. Les deux opérations de terrain à mener sont l'énumération des zones de dénombrement, qui devra s'achever le 11 septembre 2018 ; et l'enquête principale de la première vague, qui s'étalera sur la période du 20 septembre au 19 décembre 2018. Les agents retenus seront identifiables par leur T-shirt à l'effigie de l'enquête EHCVM et par leur badge. Ceux-ci collecteront

donc des informations sur le ménage et sur la localité de résidence du ménage au Togo. « Les résultats de cette enquête permettront au gouvernement de suivre les indicateurs sur les conditions de vie des ménages et d'évaluer la pauvreté au Togo », précise l'Institut de la statistique. Déjà, à la suite du communiqué conjoint du ministre de la Planification du développement et du ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, son directeur général, Koame Kouassi, « demande à la population de bien vouloir réserver un bon accueil aux agents de collecte lors de leur passage dans les ménages et de leur fournir des informations vraies qui seront traitées dans l'anonymat et la confidentialité conformément à la loi statistique du 3 juin 2011 ». Et d'ajouter : « L'INSEED remercie par avance toutes les populations des localités concernées par cette collecte de données pour leur disponibilité et leur collaboration ».

lité et abordables pour tous». Avant de préciser que « Cela nécessite des systèmes de réglementation robustes dans les pays, afin de se prémunir des médicaments de qualité inférieure et de s'assurer que les produits fabriqués localement et les matières premières végétales répondent aux normes internationales de qualité, d'innocuité et d'efficacité. Ces médicaments seront ainsi conformes aux critères de l'OMS pour l'enregistrement et la sélection, en vue de leur inclusion dans les listes nationales de médicaments essentiels ».

Elle fait le constat que le nombre de pays dotés de politiques nationales en matière de médecine traditionnelle n'a cessé d'augmenter depuis 2000 et s'élève désormais à 40 dans la Région africaine. Dix-sept pays fabriquent des médicaments issus de la pharmacopée tra-

ditionnelle à partir de plantes médicinales cultivées localement et 14 autorisent la commercialisation de ces produits pour le traitement de maladies transmissibles et non transmissibles prioritaires. Huit pays ont inclus ces produits dans leurs listes nationales de médicaments essentiels.

La fabrication locale de médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle pour le traitement des maladies, pointe-t-elle, nécessite également un environnement politique, réglementaire et économique qui favorise et encourage la fabrication locale. Des partenariats public-privé renforcés mobiliseront d'avantage les investissements pour la fabrication locale et contribueront à la protection contre le risque financier grâce au développement économique et social.

« Afin de soutenir l'investisse-

Avec un don de 5 milliards de francs Cfa

La BAD insuffle une nouvelle dynamique au CERFER

Le Groupe de la Banque africaine de développement, via son Fonds africain de développement, a octroyé un don de 5 milliards de francs Cfa au Conseil de l'entente pour financer la réforme du Centre régional de formation en entretien routier (CERFER), annonce l'institution financière dans un communiqué publié le 31 août 2018. Ce financement s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à l'intégration de la formation (PAIF) dans les métiers de la route, du chemin de fer et des mines dans les pays membres dudit Conseil que sont la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo, le Burkina-Faso et le Niger. Il va permettre de réaliser les modules de la réforme du CERFER, notamment la restructuration de la gestion du centre, sa réfection totale et la construction de nouveaux locaux, l'acquisition de nouveaux équipements et matériels, et le lancement de nouvelles filières de formation aux métiers du bâtiment et des travaux publics (BTP). Les fonds contribueront également à la mise en place de formations modulaires, à l'introduction des filières de licences professionnelles, au renforcement des capacités du personnel enseignant et à la mise en place d'une politique de communication idoine. Les résultats attendus sont la formation d'un nombre significatif de techniciens qualifiés dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics (BTP), des routes, des chemins de fer et des mines, ainsi que l'amélioration des prestations des différents acteurs de ces secteurs, précise-t-on.

Le secrétaire exécutif du Conseil de l'entente, Patrice Kouamé, cosignataire de l'accord de don, s'est réjoui de « l'engagement constant » de la Banque à soutenir l'organisation sous-régionale et à accompagner le CERFER dans sa vision d'offrir aux apprenants une formation théorique et pratique adaptée aux

besoins des entreprises, facilitant ainsi l'employabilité et l'insertion des jeunes issus du centre. « La Banque africaine de développement est la seule organisation qui nous accompagne avec ce don considérable. Ce faisant, elle traduit dans les faits son soutien à l'investissement dans le capital humain comme un puissant moteur du développement », a-t-il déclaré. Marie-Laure Akin-Olugbade, directrice générale de la Banque pour l'Afrique de l'ouest, a, quant à elle, souligné la pertinence du Projet d'appui à l'intégration de la formation qui va, selon elle, insuffler une nouvelle dynamique au CERFER : « Le projet vient à juste titre, par sa capacité, non seulement résoudre la problématique de l'emploi des jeunes, mais aussi contribuer à répondre aux défis de développement des infrastructures et de l'intégration régionale, qui sont tout autant de défis majeurs pour le continent ». Pour Mme Akin-Olugbade, même lorsque des emplois sont disponibles, les jeunes n'ont souvent pas les compétences requises par les employeurs. Dans cette dynamique, souligne-elle, « le projet va aider à doter la région ouest-africaine de compétences pour répondre aux besoins de l'économie dans des domaines stratégiques des infrastructures, des transports et des mines. Il va favoriser la constitution d'une masse critique de techniciens et de techniciens supérieurs et engagera l'emploi direct d'environ 8.000 jeunes techniciens formés par le CERFER pendant les dix prochaines années ».

Enfin, le directeur général du CERFER, Ouro-Djobo Samah, s'est également félicité de ce don de la Banque africaine de déve-

loppement, qui va permettre de propulser le centre et le transformer en un pôle d'excellence à l'échelle des pays du Conseil de l'entente et de la sous-région. « Nous exprimons notre gratitude et notre fierté à la Banque africaine de développement. Avec ce don, nous réussirons », a-t-il assuré.

Lancées le 11 juillet 2009, les réformes du CERFER ont été souvent examinées à Lomé. Courant 2012, les ministres avaient recommandé que la mission assignée au CERFER soit élargie, que l'école se spécialise davantage, que son programme de formation soit étendu, que le statut d'institution spécialisée lui soit reconnu afin qu'il devienne un centre d'excellence... Et surtout que plus de moyens lui soient donnés. La 10^{ème} réunion ordinaire des ministres du Conseil de l'Entente, en 2017, a fixé comme objectif de rechercher le financement nécessaire pour cette réforme qui contribuera, à terme, « à faire de cette école un centre d'excellence et beaucoup plus autonome, répondant aux exigences du marché de l'emploi en Afrique et dans le monde ». Des apprenants, le CERFER en a formé, des techniciens intervenant dans les activités de construction et d'entretien routier, ainsi que de la maintenance du matériel d'exécution y lié. Nantis de Brevet de technicien supérieur en génie mécanique et génie civil. Les étudiants proviennent des pays membres du Conseil de l'Entente et d'autres pays tels que l'ex-Zaïre, le Gabon, le Tchad, le Nigeria et le Ghana. Mais la réduction de fréquentation du centre par les pays hors Conseil de l'Entente, la baisse d'intensité de présence de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, l'accumulation des arriérés de contribution par les cinq pays de l'Entente, les arriérés dus à des tiers prestataires et les arriérés de salaires ont mis en berne le CERFER.

En rappel, le CERFER est une institution spécialisée du Conseil de l'Entente, basée à Lomé, au Togo, et chargée de la formation de techniciens dans les métiers du bâtiment et des travaux publics, de la route, du chemin de fer ainsi que des mines. Le Conseil de l'Entente, lui, a été créé le 29 mai 1959 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et a pour objectif de promouvoir le développement économique de ses États membres, à travers la réalisation de projets et programmes conjoints susceptibles d'accroître le bien-être de leurs populations. Il a également pour objectif de contribuer au renforcement des relations politiques entre les États membres, en vue de maintenir entre eux et dans la sous-région ouest-africaine un climat de paix, de sécurité, de solidarité et de compréhension mutuelle, nécessaire pour leur développement économique et social.

Couverture sanitaire universelle et les objectifs de développement durable

L'OMS encourage et en appelle à la production locale, et la promotion de médicaments

Le 31 août de chaque année, la Région africaine de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) célèbre la Journée africaine de la médecine traditionnelle. À la 16^{ème} édition cette année, le thème choisi est « La fabrication locale de produits médicaux issus de la pharmacopée traditionnelle dans la Région africaine ». Qui souligne la nécessité de promouvoir et de renforcer la fabrication locale, afin d'améliorer l'accès à des médicaments de qualité. Dans un message délivré pour l'occasion le vendredi dernier, Dr Matshidiso Moeti, directeur régional pour l'Afrique, souligne qu'« Il est essentiel d'accroître la fabrication locale si l'on veut atteindre la couverture sanitaire universelle et les Objectifs de développement durable (ODD), y compris l'accès à des médicaments essentiels sûrs, efficaces, de bonne qua-

lité et abordables pour tous ». Avant de préciser que « Cela nécessite des systèmes de réglementation robustes dans les pays, afin de se prémunir des médicaments de qualité inférieure et de s'assurer que les produits fabriqués localement et les matières premières végétales répondent aux normes internationales de qualité, d'innocuité et d'efficacité. Ces médicaments seront ainsi conformes aux critères de l'OMS pour l'enregistrement et la sélection, en vue de leur inclusion dans les listes nationales de médicaments essentiels ».

ment et le transfert de technologie, rappelle Dr Moeti, l'OMS et ses partenaires ont aidé les pays à évaluer les besoins pour la fabrication locale dans le cadre du traitement de certaines maladies prioritaires. L'appui de l'OMS concerne également le renforcement des compétences et des capacités pour l'enregistrement et le contrôle qualité des produits médicaux. A cet effet, nous avons publié une série de directives dont les pays peuvent se servir selon leurs propres situations pour garantir la qualité, la sécurité et l'efficacité de ces produits ». Et de féliciter «... les pays qui fabriquent déjà des produits issus de la pharmacopée traditionnelle localement et les partenaires qui soutiennent cet objectif. Il reste cependant beaucoup à faire pour améliorer l'accès à des produits dont la qualité est assurée ».

L'appel est donc lancé pour le dé-

Travail des enfants

Etonam Sossou

On estime, en effet, à 168 millions, les mineurs qui travaillent dans le monde, dont 86 millions exercent des emplois dangereux et souvent sans protection, comme c'est le cas sur les sites d'orpillage et les carrières artisanales. En fait de travail, c'est d'une véritable exploitation sexuelle et économique dont sont victimes les enfants, surtout en Afrique et en Asie, avec des chiffres qui font souvent froid dans le dos : deux enfants africains sur trois travaillent, et un sur six est employé à des travaux nuisibles à sa santé mentale comme physique, et à son développement émotionnel. Cha-

que année, quelque 22 mille mineurs meurent sur le continent dans des accidents liés au travail. La situation est tout aussi déplorable dans la région Asie-Pacifique, où plus de 60 millions d'enfants âgés de moins de 14 ans sont employés dans tous les secteurs d'activités économiques, au mépris de leurs droits élémentaires et des lois et règles prescrites par l'Organisation internationale du travail (OIT) et par l'UNICEF. En clair, c'est dans les pays pauvres que l'on trouve la plus forte proportion d'enfants travailleurs, dont les salaires dérisoires servent à venir en aide à leurs familles démunies. Avec ces réalités socio-économiques

qui demandent la contribution de tout le monde dans la survie de la famille, on peut raisonnablement se poser la question de savoir si la commémoration annuelle d'une journée dédiée à la lutte contre le travail des enfants, peut produire l'effet escompté, c'est-à-dire épargner aux mineurs les travaux jugés à la fois exténuants, obligatoires et dangereux, et leur donner ainsi la chance d'aller à l'école pour espérer avoir une vie meilleure quand ils deviendront majeurs. On peut également se demander si l'interdiction systématique du travail des enfants est une solution adéquate et si elle contribue véritablement à l'intérêt de ceux-ci, quand



on sait que le travail peut comporter à la fois des aspects positifs et négatifs pour le bien-être de l'enfant lui-même, ainsi que pour celui de sa famille.

Toutes ces questions méritent d'être posées, car si les normes culturelles occidentales considèrent l'enfance comme une période d'insouciance, d'apprentissage et d'absence de contraintes, il n'en

est pas de même en Afrique, par exemple, où, pauvreté oblige, l'enfant est considéré comme un pourvoyeur de fonds comme tout le monde, et capable de contribuer aux dépenses familiales. Il convient donc d'avoir une approche plutôt circonstanciée face à ce phénomène, et d'apporter des solutions à géométrie variable, qui tiennent compte des réalités locales. Dans

les pays africains, asiatiques et latino-américains où la pauvreté est la principale cause qui pousse les enfants à exercer précocement des activités économiques, la solution ne viendra certainement pas des conventions ou des lois en la matière, mais plutôt du relèvement du niveau de vie des populations locales afin qu'elles n'aient plus besoin de l'assistance financière ou économique de leurs progénitures encore mineures pour assurer le minimum vital. N'oublions pas, en effet, que c'est la pauvreté qui engendre le phénomène d'exode rural, de relâchement des liens sociaux, de déstructuration familiale, de la non-scolarisation ou de la déscolarisation qui contribuent tous à attirer les enfants vers la recherche de l'emploi.

Echecs scolaires

Les recalés entre déception et dépression

Des jours après les résultats aux différents examens officiels, les candidats déçus ont du mal à remonter la pente.

« Tout le monde n'ira pas au ciel ».

Voilà une métaphore habituellement employée par les enseignants pour dire à leurs apprenants que tous n'auront pas le succès au terme de l'année scolaire. Une dure réalité que les candidats malheureux aux examens officiels session 2017-2018, expérimentent depuis plusieurs semaines.

Entre déception, dépression et moqueries des proches et des amis, ces derniers ont du mal à redonner du sens à leur vie. « Quand j'ai su que j'ai échoué, je me suis effondré. Les jours qui suivaient, je ne voulais parler à personne. Même au simple bonjour, je ne répondais pas », confesse Mireille, candidate malheureuse au baccalauréat deuxième partie série D. « Je ne m'amuse plus, je ne sors plus. J'ai l'impression que les gens dans la rue, se moquent de moi quand je passe. J'ai honte », ajoute Mireille essouffée derrière le comptoir de sa maman.

Lapilule est aussi difficile à avaler pour Divine recalée au baccalauréat A4. L'adolescente de 17 ans est dotée au domicile familial depuis des



jours. Après insistance, elle accepte finalement de se livrer. « J'ai été très surprise par mon échec ; tellement j'étais sûre de mes capacités. Ceci d'autant plus que j'étais toujours parmi les trois premiers durant l'année scolaire », confie-t-elle d'un ton un peu colérique. Lydia recalée au probatoire D, a le regard fuyant à la simple écoute de la voix de son père. Selon la jeune élève, depuis son échec, ce dernier n'aurait pas arrêté de lui adresser des paroles choquantes. Pourtant elle est à son tout premier échec. « J'ai étudié mes leçons normalement pendant toute l'année. Mais lorsque mon papa est rentré le soir des résultats, il m'a déstabilisée en disant que je n'étudiais pas. Que je passais mon temps dehors avec les hommes, que j'étais nul etc. », a-t-elle expli-

quée.

Pour les esprits fragiles, ils ne sont pas loin de toucher le fond. Certains recourent même au suicide comme seule porte de sortie de ce tourment. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé en 2015 à une candidate malheureuse à Djagblé. En effet, cette dernière dont la famille a requis l'anonymat se serait donné la mort suite à son échec au baccalauréat, en ingurgitant une grande quantité d'eau de javel et en se coupant une veine. Seule une lettre où on a pu lire « J'ai servi le seigneur en toute confiance et de manière aveugle. Mais il ne m'a pas écoutée. Je préfère me retirer de cette vie que de souffrir et recevoir tant de moquerie. Dieu est vraiment injuste », témoigne de l'ampleur du chagrin ressenti par l'adolescente.

Afrique/Santé

Les bailleurs vont accompagner le privé

(suite de la page 4)

faites, l'opérateur tunisien, Amen Santé, au centre de cette croissance, étend ses activités en Algérie, en Libye et en Mauritanie. En Afrique subsaharienne, le rythme de création des établissements privés de santé tient compte des faiblesses du secteur public. Au Sénégal, l'option est prise pour le développement de la chirurgie cardiaque considérée par les observateurs comme le plus grand manque de l'Afrique de l'Ouest. Au Togo et au Cameroun, les promoteurs des cliniques de haut vol se positionnent dans les domaines assez

pointus, notamment la création des centres de référence régionaux en matière d'aide à la procréation (Clinique de l'Aéroport de Douala au Cameroun et Clinique Biassa au Togo).

En effet, l'Afrique subsaharienne compte 11% de la population mondiale, supporte 24% de la charge de morbidité et représente moins de 1% des dépenses de santé pour environ 3% du personnel médical mondial (Banque Mondiale). Pour prendre les choses du bon côté, cet environnement de détresse pour-

rait conforter dans l'idée que le marché des soins de santé reste ouvert en Afrique et devrait attirer des porteurs de financements. Dans cette logique, l'Investment Fund for Health in Africa (2007) doté de 50 millions d'euros et l'Africa Health Fund (2009) qui bénéficie du soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates et de plusieurs autres bailleurs de fonds, ont injecté des sommes importantes dans la viabilisation du secteur privé de la santé en Afrique, en l'occurrence l'industrie pharmaceutique et la dialyse.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°505 DE LOTO KADOO DU 24 août 2018

La LONATO a procédé vendredi au 506^e tirage de LOTO KADOO.

Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, c'est à LOME et à AMLAME que des gagnants de gros lots ont été dénombrés. Dans les autres villes du pays ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont été enregistrés.

Ainsi, dans la capitale, nous avons recensé quatre lot de 1.000.000F CFA et un maxi gros lot de 5.000.000F CFA gagnés auprès des opérateurs 3612, 3770, 58328, 60500 et 90143.

A AMLAME, la chance a souri à un parieur qui a remporté la somme de 1.000.000F CFA, sur le point de vente 20324.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Après le grand tirage du 27 juillet 2018 des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2018. Au grattage, Vous pouvez gagner jusqu'à 500.000F CFA.

Au tirage, un gros lot de 2.000.000F CFA est encore à enlever.

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 640 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA vous attendent. Alors n'hésitez pas! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2018 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateurs et auprès des vendeurs ambulants).

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !

BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°506 de LOTO KADOO du 31 Août 2018

Numéro de base

42 76 69 66 09

LOTO Sam

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°061 DE LOTO Sam du 25 Août 2018

Le tirage N°062 du LOTO Sam a eu lieu samedi.

Lors du précédent tirage de LOTO Sam, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont été enregistrés dans la plupart des villes du pays.

Toutefois, les villes de LOME et de KPALIME, ont recensé des lot de 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de parieurs qui ont tenté leur chance respectivement auprès des opérateurs 60343 et 40036.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°062 de LOTO SAM du 01 Septembre 2018

Numéro de base

06 79 69 51 09



Du 06 Août au 30 Septembre 2018

OFFREZ-VOUS GRATUITEMENT LA



TRÈS HAUT DÉBIT

**Souscrivez gratuitement dans
nos agences et profitez du Très
Haut Débit !**

SOYEZ DÉSORMAIS DANS LA 4G !



LE LEADER

www.togo.net - 888 - www.facebook.com/Togocel - www.twitter.com/togocel - www.togocel.tg - uniflex 50 901 293 et 50 1401 293